

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OSIRIS GIE

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 Roussillon

Références : 2025-Is013SPF
Code AIOT : 0006105221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement OSIRIS GIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon. L'inspection a été annoncée le 11/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL.

Elle a été l'occasion de faire un point sur la mise en demeure concernant :

- les contrôles / travaux sur les canaux de la plateforme véhiculant des effluents industriels;
- le remplacement des vannes écluses permettant de confiner les effluents sur la plateforme en cas d'accident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OSIRIS GIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon
- Code AIOT : 0006105221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GIE OSIRIS est un gestionnaire de services et d'infrastructures mutualisés de la plateforme chimique des Roches-Roussillon. Une charte HSE, signée par les différents partenaires de la plateforme des Roches-Roussillon, définit les responsabilités de chacun en matière d'hygiène, sécurité et environnement. Les services proposés par OSIRIS auprès des entreprises de la plateforme sont obligatoires (sécurité dont défense incendie, sûreté et environnement, santé au travail, énergie et utilités, trafic fer et route...) ou optionnels (contrôles analytiques, maintenance, informatique...). En terme d'installations, le GIE OSIRIS possède entre autre des chaudières et une station d'épuration.

Sur le plan administratif, le site est classé à autorisation pour plusieurs de ces activités :

- déchargement et chargement de liquides inflammables sur la station Trèfle, présence de déchets dangereux, présence d'une station d'épuration et d'installations de traitement des déchets, présence d'installations de combustion...

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les risques de pollution de l'air par les chaudières ;
- le risque de pollution du Rhône liés aux rejets industriels ou en cas d'incident;

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des égoûts de la plateforme	AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 2	Demande d'action corrective, Astreinte	11 mois
2	Etanchéité des vannes écluses	AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 2	Astreinte	11 mois
5	Respect des Valeurs limites sortie TREFLE	AP Complémentaire du 24/11/2021, article 3.2.B	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Utilisation du bassin grand sinistre	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.4.8.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Détournement des rejets pollués	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.4.8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré le travail important réalisé sur les canaux et les vannes écluses, l'exploitant n'a pas pu accomplir l'intégralité de ses obligations dans les délais fixés par la mise en demeure en raison des difficultés techniques auxquelles il est confronté, notamment en ce qui concerne les canaux 3, 4N et 4S. Un allongement des délais semble nécessaire.

Concernant le taux de conformité des rejets dans le Rhône et les dispositions prise afin d'éviter une pollution accidentelle, l'inspection relève que les actions mises en place depuis les dernières inspections vont dans le bon sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des égouts de la plateforme

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 2	
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelle	
Prescription contrôlée :	
S'agissant du respect des dispositions du point 4.3.4 de l'article deux des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011038-0020 du 7 février 2011, le calendrier de contrôle de tous les égouts de la plateforme gérés par le GIE Osiris (canaux 1, 2, 3, 4N et 4S) est fixé comme suit :	
Thème	Délais
Calendrier des travaux à fournir à l'inspection des installations classées	30 septembre 2023
Inspection et actions correctives des canaux 1 et 2	31 décembre 2023
Inspection et actions correctives de tous les canaux « eaux de procédés » dirigés vers la station Trèfle	30 juin 2024

Inspection et actions correctives de tous les canaux restants (eaux de refroidissement, eaux de sols)	31 décembre 2024
---	------------------

Constats :

Tout d'abord, rappelons que le dernier arrêt plateforme date de 2006 et qu'il n'y a pas eu depuis d'auscultation des égouts. L'inspection de ces ouvrages se heurte à la circulation permanente de grandes quantités d'effluents et au fait que les arrêts des différents industriels ne soient pas concomitants.

Concernant le calendrier des travaux à fournir à l'inspection des installations classées *[échéance au 30 septembre 2023]*, les constats sont les suivants:

- il a été transmis en septembre 2023. A cette date, la planification des travaux était conforme aux échéances de la mise en demeure.

Concernant l'inspection et les éventuelles actions correctives à réaliser sur les canaux 1 et 2 *[échéance au 31 décembre 2023]*, les constats sont les suivants:

- Les canaux 1 et 2 ont été inspectés ;
- L'exploitant a remis à neuf le canal 1 depuis la sortie de l'usine nord jusqu'à la structure de vanne écluse du canal 1. Une technique de chemisage destinées à reconstituer une conduite rigide au sein de l'égout existant a été employée. Ces travaux sont maintenant terminés. C'est satisfaisant.
- L'inspection du canal 2 a révélé la nécessité de resurfercer certains tronçons. Au premier semestre 2024, la partie terminale a été traitée, permettant ainsi de stopper un écoulement vers un ancien canal qui n'était plus exploité. Plus globalement son linéaire aval (sur 200 mètres environs) nécessite également d'être repris. Ces travaux n'ont pas été encore réalisés. Ce n'est pas satisfaisant au regard du délai de la mise en demeure. L'exploitant indique que la poursuite des travaux est conditionnée à la possibilité de disposer du canal "hors d'eau" pendant une durée suffisante. Une intervention au second semestre 2025 lui semble envisageable.

Concernant l'inspection et les actions correctives de tous les canaux véhiculant « eaux de procédés » à la station Trèfle *[échéance au 30 juin 2024]*, les constats sont les suivants :

- Le 13 septembre 2023, l'exploitant a transmis le compte rendu de l'inspection visant à s'assurer du bon état et de l'étanchéité des collecteurs aériens acheminant des effluents à

la station biologique Trèfle. Aucune fuite ni suintement n'a été détecté, seuls des défauts mineurs ont été observés sur des supports d'un tronçon du réseau actuellement non utilisé. On note qu'OSIRIS a étendu l'intervention au-delà de sa limite de responsabilité en réalisant également la prestation pour les autres industriels de la plateforme. C'est satisfaisant.

Concernant l'inspection et les actions correctives de tous les canaux restants, c'est à dire les canaux 3, 4N et 4S [échéance au 31 décembre 2024], les constats sont les suivants:

- L'inspection de ces canaux n'a pas été réalisée. L'exploitant indique que ces ouvrages sont constamment en charge et aucune technique de diagnostic n'a pu être identifiée (débit de l'ordre de 15 000m³/j). L'option de basculer les effluents d'un égout dans un autre a été évoqué avec l'exploitant.

Ainsi, la mise en demeure n'est qu'en partie satisfaite. Malgré le travail important réalisé, l'exploitant n'a pas pu accomplir l'intégralité de ses obligations dans les délais, en raison des difficultés techniques auxquelles il est confronté, notamment en ce qui concerne les canaux 3, 4N et 4S.

En conclusion:

- Concernant le canal 2, l'exploitant estime pouvoir terminer les travaux de réparation au 31/12/2025. Ainsi il est proposé d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à compter du 31/12/2025 jusqu'à satisfaction de la mise en demeure (article L.171-7 du code de l'environnement).
- Concernant les canaux 3, 4N et 4S, compte tenu des difficultés manifestes quant à l'auscultation des ouvrages et du travail à réaliser, l'exploitant remettra un échéancier permettant d'inspecter, et le cas échéant réparer, par tronçon l'ensemble des canaux. Cet échéancier est à fournir dans un délai de 6 mois. Il indiquera les mesures organisationnelles (arrêt d'unité) et/ou techniques (détournement d'un canal dans un autre) permettant le retour à la conformité. Sur ce point, l'inspection se réserve la possibilité de proposer le paiement d'une astreinte journalière conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement en cas de non réalisation de l'inspection des canaux prescrits dans l'arrêté de mise en demeure du 18 août 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action n°1 : Concernant le canal 2, terminer les travaux de réparation au 31/12/2025. Une proposition d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à compter du 31/12/2025 jusqu'à satisfaction de la mise en demeure est jointe au présent rapport.

Demande d'action n°2 : Concernant les canaux 3, 4N et 4S, remettre sous 6 mois un échéancier, visant par des mesures organisationnelles et/ou techniques, à inspecter, et le cas échéant réparer, par tronçon l'ensemble des canaux. Ce point pourra faire l'objet d'une astreinte journalière en cas de non réalisation de l'inspection des canaux prescrits dans l'arrêté de mise en demeure du 18 août 2023.

Demande d'action n°3 : Tenir à disposition de l'inspection des installations classées les comptes rendus d'intervention des linéaires des canaux inspectés et traités

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte
Proposition de délais : 11 mois

N° 2 : Etanchéité des vannes écluses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 2					
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles					
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'agissant du respect des dispositions du point 4.8.1.2 (cf. 4.8 Prévention des pollutions accidentelles) de l'article deux des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011038-0020 du 7 février 2011, le calendrier de mise en étanchéité des 5 vannes de la plateforme (canaux 1, 2, 3, 4N et 4S) est fixé comme suit :</p> <table border="1"> <tr> <th>Thème</th><th>Délai</th></tr> <tr> <td>Mise en étanchéité des 5 vannes (canaux 1, 2, 3, 4N et 4S)</td><td>6 mois</td></tr> </table>		Thème	Délai	Mise en étanchéité des 5 vannes (canaux 1, 2, 3, 4N et 4S)	6 mois
Thème	Délai				
Mise en étanchéité des 5 vannes (canaux 1, 2, 3, 4N et 4S)	6 mois				
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les vannes écluses des canaux 1 et 2 ont été refaites à neuf. Un essai de la vanne 2 a été réalisé. L'Inspection a pu constater qu'elle était opérationnelle et totalement étanche.</p> <p>Concernant les vannes des canaux 4N/4S, les travaux ne peuvent se faire qu'en situation de fonctionnement des ateliers plateformes amont. Des travaux préliminaires sont donc rendus nécessaires afin qu'OSIRIS puisse intervenir. Ces travaux consistent à détourner les eaux (installation de batardeaux + de vannes écluses auxiliaires) afin de remplacer les vannes sans obérer la nécessité de protéger le Rhône. L'inspection a pu constater que les travaux préparatoires étaient en cours. L'exploitant indique rencontrer des difficultés pour obtenir l'étanchéité des batardeaux contenus des flux importants provenant des canaux. Du retard a été pris. L'exploitant estime terminer les travaux de changement des deux vannes écluses principales fin juin 2025.</p> <p>L'intervention sur la vanne écluse du canal 3 n'a pas été encore réalisée. Les travaux débiteront après avoir traité les vannes des canaux 4N et 4S. L'exploitant estime une fin des travaux pour décembre 2025.</p> <p>Ainsi, la mise en demeure n'est qu'en partie satisfaite. L'exploitant n'a pas pu accomplir l'intégralité de ses obligations dans les délais. Néanmoins, d'après les constats fait sur le terrain, la bonne foi de l'exploitant ne serait être mise en cause compte tenu des difficultés techniques</p>					

rencontrées et des travaux déjà engagés. Un délai supplémentaire peut être accordé.

En conclusion, il est proposé d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à compter du 31/12/2025 jusqu'à satisfaction de la mise en demeure (article L.171-7 du code de l'environnement) c'est à dire le remplacement des vannes écluses des canaux 3, 4N et 4S.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action n°4 : Terminer les travaux d'étanchéité des vannes écluses des canaux 3, 4N, 4S avant le 31/12/2025. Une proposition d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à compter du 31/12/2025 jusqu'à satisfaction de la mise en demeure est jointe au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 11 mois

N° 3 : Utilisation du bassin grand sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.4.8.6

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

AP du 7 fév 2011 - art 2.4.8.6

Le site dispose d'un bassin de confinement. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il a une capacité de 10 000 m³.

Demande d'action corrective suite à l'inspection de 2023 : L'exploitant doit modifier ses protocoles et ses seuils d'alerte afin qu'ils soient en cohérence avec la prescription de son arrêté préfectoral.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que :

- selon le protocole de l'exploitant, le bassin grand sinistre (15 000m³) est réparti tel quel : 10 000m³ sont consacrés aux eaux d'extinction d'incendie et 5000m³ aux pollutions accidentelles déviées vers le bassin.
- lors de l'incident survenu chez Novacyl le 4 septembre 2024, ce protocole avait conduit un opérateur à envoyer des effluents phénolés au rejet général, lorsque le volume du bassin grand sinistre s'est approché des 5000m³

L'inspection a pu constater que l'exploitant a modifié sa procédure interne en remontant le seuil

à 10000 m3 en cas de détournement pour pollutions accidentels. C'est satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détournement des rejets pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.4.8.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

AP du 7 fév 2011 - art. 2.4.8.2

Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

Une liste des installations concernées, même occasionnellement, est établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.

Demande d'action corrective suite à l'inspection de 2023:

- Osiris devra fournir à l'inspection des installation Classées les résultats des tests de la nouvelle détection au phénol et fournir ses conclusions quant à l'efficacité de cet analyseur de phénol.
- Osiris devra fournir à l'inspection des installation Classées son rapport de maintenance de son analyseur au canal 4N.

Constats :

Pour mémoire les canaux 3, 4N et 4S sont équipés d'une surveillance en continu de l'indice phénol, du pH et des COT afin de détecter un évènement incidentel et détourner les flux d'eaux vers le bassin grand sinistre afin d'éviter une pollution du milieu.

Au cours de l'année 2024, plusieurs incidents chez des partenaires de la plateformes ont conduit à des dépassements en phénol au rejet général. Les enseignements de ces évènements ont conduit Osiris a s'engager à :

1. Tester une nouvelle technique de détection de phénol (technologie UV) ne pouvant être bouchée.
2. Automatiser la fermeture des vannes écluses des canaux 3, 4N et 4S dès le dépassement d'un seuil de pollution.

Sur le 1er point, les tests conduits par les industriels n'ont pas été concluants. En réponse, OSIRIS a augmenté les fréquences de maintenance afin de limiter les phénomènes de bouchage.

Sur le second point, OSIRIS a automatisé la fermeture des vannes écluses des canaux 3, 4N et 4S dès le dépassement d'un seuil de pollution sur les paramètres pH, COT, phénol. La mise en place de cet automatisme a eu pour conséquence de faire bondir le nombre de détournement (> 200 /an). Ceci s'explique par la multiplication des détournement de courte durée. Chaque détournement s'accompagne d'une alerte aux partenaires de la plateforme. C'est satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des Valeurs limites sortie TREFLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2021, article 3.2.B
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AP du 24 nov 2021 - art. 3.2.B</u></p> <p>Cf Tableaux fixant pour tous les paramètres à surveiller, les concentrations max, les flux max et les fréquence de surveillance</p> <p>Demande d'action suite à l'inspection de 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas où la mesure prise pour réchauffer les effluents en entrée de la station Trèfle s'avèrerait inefficace sur les MES et la DCO/DBO5, l'exploitant devra mettre en place une solution efficace de traitement de ces paramètres (filtre à sable, oxydation avancée, etc...). • L'exploitant doit faire respecter ses conventions de raccordement par les industriels émetteurs afin qu'il n'y ait pas de dépassements observés en sortie Trèfle. La procédure de gestion du non-respect des termes de la convention sera transmise à l'Inspection. <p>Observation suite à l'inspection de 2023 : L'exploitant devra examiner l'opportunité d'ajouter un contrôle du paramètre Al à l'entrée de la station Trèfle.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors des années précédentes, il avait été observé une chute du taux de conformité en sortie de la station TREFLE en hiver. L'un des facteurs des mauvais résultats était une température trop basse néfaste au travail des bactéries de la station. Cette situation inédite était liée à l'arrêt des installations CERDIA qui étaient un contributeur important de la charge polluante arrivée en station (30%). Cette baisse de charge a réduit l'exothermie dégagée lors du traitement de la pollution et à conduit à un refroidissement général du procédé.</p> <p>Pour pallier à ce phénomène, l'exploitant a équipé une installation de réchauffage des effluents par injection de vapeur 6 bars directement dans le bassin biologique. Il a été constaté que ce dispositif était en fonctionnement.</p> <p>L'autosurveillance des rejets en sortie de TREFLE de septembre à décembre 2024 ont été consultée. Les résultats sont globalement bons hors mis des dépassements pendant quelques jours au mois de septembre qui s'expliquent par l'incident survenu chez NOVACYL. C'est satisfaisant.</p> <p>L'incident survenu chez NOVACYL a révélé la difficulté à détecter rapidement un rejet accidentel</p>

de phénol vers la station TREFLE pour les raisons suivantes:

- les effluents de cet industriel sont marqueurs en indice phénol sans forcément contenir du phénol;
- il est alors difficile de distinguer un rejet industriel dans les standard d'un rejet accidentel chargé en phénol.
- il n'existe pas de moyen de surveiller le seul paramètre phénol en continu;

La station TREFLE ayant une capacité à abattre l'indice phénol (contrairement au phénol qui inhibe les bactéries), un moyen rapide de détecter une pollution au phénol sur la station serait d'équiper une surveillance continue de l'indice phénol sur l'effluent traité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°5: Mettre en place une surveillance continue de l'indice phénol et du COT en sortie sur l'effluent traité de manière à détecter rapidement un dysfonctionnement lié à une pollution de la station TREFLE. [délai: 6 mois]

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois